



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEUS.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Attribution de subvention à ADAGES (Maison du Logement) - Approbation

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre du Contrat de Ville (2015-2020) et pour l'année 2018, il a été proposé aux porteurs de projets de reconduire leurs demandes de subventions pour les actions financées en 2017. Cette reconduction pouvait être identique au projet initial ou intégrer des modifications à la marge (territoire cible, nombre de personnes concernées, partenariat modifié, budget ajusté...). La demande de subventions dans le cadre de cette reconduction ne pouvait être présentée que sous réserve de la fourniture d'un bilan précis, analysé par les partenaires au regard des résultats de la première année, du croisement avec les autres projets et des nécessités du territoire. Pour rappel la mobilisation des opérateurs associatifs, sur les 12 quartiers prioritaires, concerne 5 axes opérationnels du contrat de ville :

- organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers,
- la mixité sociale dans le logement (actions d'accompagnement),
- renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents,
- faciliter l'accès de tous aux services et équipements (culturels, sportifs),
- offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

A l'issue de l'instruction partenariale et territoriale, de l'analyse des dossiers au regard des objectifs inscrits au contrat de ville et du bilan intermédiaire du projet, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la reconduction du projet porté par la Maison du Logement, établissement du Pôle Social de l'association ADAGES. Cette action de médiation interculturelle et linguistique vise à favoriser l'accès aux droits liés au logement pour des populations non francophones. Il s'agit essentiellement d'accompagner ces publics dans leurs démarches, en levant les freins linguistiques et en les informant à la fois, des obligations s'imposant à tout locataire et des réalités du marché locatif actuel.

Actions relatives aux autres piliers du Contrat de Ville (Service Politique de la Ville)		
Nom de l'association	Intitulé du projet	Subvention proposée 2018
ADAGES (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) Maison du Logement	Médiation linguistique et interculturelle liée au logement	1 000 €
Total financements Politique de la Ville		1 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 1 000 € à la Maison du Logement (ADAGES),
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 935 (Politique de la Ville) du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la Maison du Logement (ADAGES),
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39758-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.